

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 22/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TISSERAND SAINT LOUP**

4 bis, Avenue Jacques Parisot  
70800 Magnoncourt

Références : S-25-1434RP

Code AIOT : 0006205714

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement TISSERAND SAINT LOUP implanté Le Fays des Boeufs 88220 Xertigny. L'inspection a été annoncée le 05/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Le référentiel réglementaire utilisé pour ce contrôle est constitué de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière, de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016, et de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TISSERAND SAINT LOUP
- Le Fays des Boeufs 88220 Xertigny
- Code AIOT : 0006205714
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TISSERAND est autorisée par arrêté préfectoral n° 2342/2016 du 18 octobre 2016, à exploiter une carrière de granite et de grès sur la commune de Xertigny.

Les matériaux extraits servent pour le BTP (granulats routiers, par exemple).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7 et 4.V	Demande d'action corrective	4 mois
5	Extraction des matériaux	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Eau de rejet	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
7	Risque de pollution	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.1.5	Demande d'action corrective	2 mois
11	Porter à Connaissance des incidents	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.6.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.4.2	Sans objet
3	Déboisement	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.3.4	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.3.7	Sans objet
8	Eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.1.6	Sans objet
9	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Sans objet
10	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 7.3.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le front de taille dépasse largement la hauteur maximale autorisée de 15 mètres.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Avancement des travaux
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La production maximale de matériaux (granit + grès) est de 85 000 tonnes par an [...]
<b>Constats :</b> A la demande de l'inspection, l'exploitant précise les quantités de matériaux qui ont été extraites sur les deux dernières années : <ul style="list-style-type: none"><li>• en 2023 : 62 931 tonnes de granit + grès ;</li><li>• en 2024 : 52 320 tonnes de granit + grès.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Déclaration GEREP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7 et 4.V
<b>Thème(s) :</b> Autre, Avancement des travaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2 : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.  Article 4 V. L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III (superficie exploitée, remise en état, la production, les résultats des mesures de bruit, vibration, des émissions de poussières...)
<b>Constats :</b> L'exploitant ne déclare pas sur le site de télédéclaration GEREP.  L'exploitant se justifie par un problème récurrent au moment de la validation de la déclaration sur GEREP.  A noter que ce problème de déclaration impossible sur GEREP a déjà été évoqué lors de précédentes visites d'inspection. L'exploitant indique que cela a également été évoqué lors de la visite de son site principal à Saint-Loup (70), par la DREAL Bourgogne Franche-Comté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit pouvoir déclarer sur GEREP, au besoin via une demande d'assistance de la Dreal.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

### N° 3 : Déboisement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déboisement
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le défrichement des parcelles boisées sera progressif et ne débutera qu'à la 9ème année suivant la notification du présent arrêté. Il sera réalisé des mois d'octobre à mars.
<b>Constats :</b>  Il n'y a pas de déboisement.  Un déboisement est a priori prévu en octobre 2026 (au plus tôt).  C'est l'ONF qui gère le défrichement, pas l'exploitant (à noter que le terrain appartient à la commune de Xertigny).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.3.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Avancement des travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>• les bords de la fouille ;</li><li>• les courbes de niveau ;</li><li>• les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille, ....) ;</li><li>• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;</li><li>• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, ...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li><li>• les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction ;</li><li>• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. [...]</li></ul> Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an.[...]

**Constats :**

L'exploitant a fourni le plan d'exploitation de la carrière (au 1 / 500°) ; plan mis à jour à la date du 12 mai 2025.

Sur ce plan figurent les renseignements qui reflètent l'état actuel de la carrière : zones d'exploitation passées avec leur période depuis 2002, la zone d'exploitation actuelle, la ligne électrique 150 kV, les altitudes, les déblais, etc.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Extraction des matériaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.4.1

**Thème(s) :** Autre, Extraction des matériaux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation de la carrière doit satisfaire aux conditions suivantes :

- l'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs ;
- les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres ;
- leur nombre est limité à 4 ;
- aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau + 435 m NGF ;
- les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale :
  - à 10 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas ;
  - à 5 mètres en fin d'exploitation
- la progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes ;
- la hauteur des stocks de matériaux est limitée à 15 m.

**Constats :**

Le plan montre que les extractions respectent l'altitude 435 m NGF.

Le plan et l'inspection sur le site montrent une quasi absence de gradins, synonyme d'une méthode d'exploitation inadaptée. Le front de taille le plus récent a une hauteur estimée à une quarantaine de mètres, sur la partie de la carrière actuellement exploitée.

L'exploitant explique qu'il s'agit d'une conséquence des éboulements, suite au tirs de mine et qu'il procédera à des travaux de remblais avec les terres de découverte, de façon à recréer des banquettes et des gradins.

Au vu du plan d'exploitation, le pylône électrique " 22 " est à 15 mètres du bord d'un déblai d'extraction : autrement dit, l'exploitant doit être vigilant sur le fait qu'il a déjà atteint la limite d'excavation à cet endroit de la carrière (cf. article 2.3.6 de l'arrêté préfectoral). Aller au-delà poserait un problème de stabilité de ce pylône " 22 ".

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 6 : Eau de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des eaux de rejet dans le milieu naturel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le rejet des eaux est autorisé aux points suivants : Fossé le long de la D20a, en contrebas de la mare à amphibiens. [...] Les eaux rejetées directement dans le milieu naturel doivent satisfaire aux valeurs limites suivantes : Température < 30°C - PH compris entre 5,5 et 8,5 - MES totaux < 35mg/l (norme NFT 90.105) - DCO < 125 mg/l (norme NFT 90.101) - Hydrocarbures <5 mg/l (norme NFT 90.114) - Modification de couleur du milieu récepteur : 100 mg Pt/l.  [...]  Les eaux rejetées au point identifié (Fossé le long de de la RD20a, en contrebas de la mare à amphibiens) font l'objet d'une analyse <b>annuelle</b> portant sur les paramètres pH, MEST, DCO, Hydrocarbures totaux.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas fait d'analyse des eaux cette année, dans le fossé le long de la Route départementale, à la sortie de la carrière.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit faire une analyse des eaux (annuelle) qui ruissellent dans le fossé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 7 : Risque de pollution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.1.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Eaux pluviales non polluées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de ruissellement doivent être recueillies dans un bassin de décantation avant rejet dans le milieu naturel, via la mare à amphibiens. [...]
<b>Constats :</b> Il existe une fosse naturelle pour la décantation des eaux qui ruissellent jusqu'à l'entrée de la carrière. Cependant, il y a des eaux qui ruissellent sur la route départementale, notamment lors des fortes pluies.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant de canaliser les eaux coulant de la carrière vers la route, pour qu'elles transitent toutes vers le bassin de décantation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 8 : Eaux susceptibles d'être polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux susceptibles d'être polluées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de ruissellement des aires étanches doivent être reliées à un débourbeur-déshuileur avant rejet dans le milieu naturel via la mare à amphibiens.
<b>Constats :</b> L'aire étanche sous abri est reliée à un débourbeur - déshuileur. L'exploitant indique qu'il n'y a qu'un seul débourbeur - déshuileur sur le site. L'entreprise a fourni une facture relative à l'intervention en mars 2025 pour le pompage de la fosse de lavage de la carrière (intervention faite en parallèle avec celle pour le site de l'exploitant : " la Sablière " à Saint-Loup-sur-Semouse, Magnoncourt siège social de l'entreprise).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 9 : Sécurité du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité du public
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
<b>Constats :</b> La venue sur le site ne peut se faire que par le portail d'entrée. Le site est surveillé, via des caméras, en dehors des heures ouvrables. Des panneaux signalent le danger le long de la RD20, à l'entrée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 10 : Tirs de mines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions [...] avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les 3 axes de la construction.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni le résumé des données du tir de mines qui a eu lieu le 24 septembre 2025. Les vitesses de vibrations pondérées mesurées selon les 3 axes, sont : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans la fourchette de 0,4 à 2,3 mm/s pour la maison située à 399 m du tir de mines précité ;</li><li>• dans la fourchette de 0,7 à 1,1 mm/s pour la maison située à 419 m du tir.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 11 : Porter à Connaissance des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration à l'inspection des installations classées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.  Un rapport d'accident [...] ou un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. [...]  Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  A la vue de la hauteur excessive (supérieure à 15 m) du front de taille et la largeur quasi nulle des banquettes, ce qui va à l'encontre de ce que prévoit l'arrêté préfectoral (article 2.4.1), l'inspection rappelle que l'exploitant aurait dû informer le service de l'inspection de cet incident d'exploitation. Ce qui n'a pas été le cas, ici.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas d'incident, la DREAL doit être avertie dans les meilleurs délais. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport d'incident.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours